

C o p i e

Luanda, le 17 février 1961.

Confidentiel et personnel

Monsieur l'Ambassadeur,

Je pense qu'il vous intéressera d'avoir quelques détails sur les événements qui viennent de se dérouler en Angola, plus particulièrement à Luanda et je vais m'efforcer d'être aussi objectif que possible. Cela n'est guère facile, car si les gens de Luanda ont facilement tendance à être prompts à l'exagération, ils ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer, lors de ces derniers jours.

Pour des raisons faciles à comprendre, je vous fais parvenir cette lettre par un moyen autre que la poste et je vous saurais gré de ne pas y donner trop de publicité, afin de m'éviter tout ennui, ce dont je vous remercie, d'ores et déjà.

Avant toute chose, je crois qu'il y a lieu de faire le point des événements en Angola, où la situation redevient calme, après une chaude alerte, que je vais résumer.

Dans la nuit du 3 au 4 février passé, vers 4 h. du matin, plusieurs groupes de noirs ont attaqué trois prisons de Luanda, dans lesquelles se trouvaient de nombreux détenus politiques, aussi bien blancs que noirs, dans le but de les délivrer. Les efforts se sont portés sur trois prisons, situées à proximité immédiate de Luanda, l'une près du port et des grands entrepôts de la ville, les deux autres à proximité des quartiers résidentiels, notamment de nos compatriotes, MM. Maréchal, Prack et Guigon. Cette Agence, bien que légèrement hors du centre de Luanda, se trouve près du quartier général des forces armées et n'a pas été le théâtre de fusillades (au contraire du quartier de nos compatriotes). Seul, le bruit des mitraillettes, pistolets et fusils-mitrailleurs, accompagné du bruit de fond des camions chargés de troupes et des chars légers, a créé le décorum.

L'attaque s'est portée, en même temps, sur trois points et aurait failli mieux réussir, si un soldat noir n'avait réussi à s'échapper et, bien que blessé, ait réussi à donner l'alarme au commandement de la police, situé en plein centre de la ville. Pendant ce temps, des groupes de noirs, armés de machettes, de barres de fer et de bois (aucune arme semble n'avoir été trouvée, tout au moins d'armes à feu), attaquaient une jeep de la police en patrouille dans la ville indigène, tuant trois policiers blancs, dont deux policiers métropolitains. L'attaque se portait également vers un poste de police où, bien qu'en état d'alerte renforcé depuis plusieurs jours, les policiers semblent avoir été complètement surpris. L'alarme fut alors donnée aux troupes blanches de Luanda (commandos et parachutistes) qui commencèrent à encercler les endroits d'où ils pouvaient venir les mutins, aidés en cela par des chiens policiers. Vers 8 h. du matin, le calme semblait rétabli, sans qu'il fût possible de déterminer exactement le nombre des mutins en action, ni le nombre exact des victimes noires.





Les blancs tués au cours des engagements de la nuit étaient au nombre de sept.

Les obsèques des victimes blanches furent fixées au dimanche 5 février, en fin d'après-midi. Il y a lieu de souligner que les attaques des noirs, auxquelles se sont joints des blancs (l'un d'eux a été identifié à l'hôpital, alors qu'on le soignait : il s'était peint en noir !) ont déclenché immédiatement une forte réaction de la part des blancs. L'état d'esprit était fortement monté contre eux et, chose à signaler, de la part également des partisans de l'opposition. Les obsèques des blancs furent suivies par plusieurs milliers de personnes (noirs et blancs), formant cortège, partant du centre de la ville vers le cimetière distant d'environ 5 km de la ville. Selon la version officielle, à la porte du cimetière, après la cérémonie funèbre, des noirs auraient attaqué la foule, ce qui aurait immédiatement déclenché la riposte des civils d'abord, les pistolets sortant de toutes les poches, car la grande majorité des gens étaient armés. La police intervenant, fit usage de mitraillettes, tirant sur les noirs dont la grande majorité n'avaient absolument rien à voir avec les événements, et faisant de nombreuses victimes. La panique aidant, l'affaire prit la tournure d'une chasse aux noirs, qui a duré toute la nuit, permettant de nombreux abus. De nombreux innocents ont payé leur simple curiosité de leurs vies, par suite d'une stupide peur, spontanée, que tout le monde a tendance à regretter maintenant, comprenant qu'elle n'a rien amené de positif. Pendant toute la nuit, les mitraillettes et les pistolets ont fonctionné et l'ambiance était telle, le lundi matin, que les armuriers et vendeurs d'armes ont été pris d'assaut, ce qui a d'ailleurs obligé le gouvernement à prendre un certain nombre de mesures, restreignant la vente d'armes à feu à ceux qui peuvent en prouver la nécessité. Un appel du Gouverneur général fut alors publié, afin de rétablir le calme et l'ordre fut également donné d'arrêter tout blanc tirant sur un noir ou le maltraitant sans raison valable. Le Gouvernement général estimait, avec raison d'ailleurs, qu'il s'agissait d'une opération de police, dans laquelle les civils n'avaient pas à entrer. Le nombre de bobards augmentant sans cesse, une campagne fut lancée contre le bobard, afin de rassurer la population, qui voyait la ville envahie par des hordes de terroristes, alors que tout s'était déroulé dans les alentours et dans la ville indigène.

De nombreuses arrestations ont été faites, parmi les noirs et parmi les blancs que l'on supposait pouvoir avoir facilité les choses, alors que des opérations militaires se déroulaient à Malange, située à quelque 500 km de Luanda, où les para-commandos étaient engagés. Il ne m'a pas été possible d'obtenir des renseignements au sujet de ces engagements et la seule chose positive que j'ai vue fut l'envoi d'un DC3 de la DTA (ligne aérienne angolaise) à Malange afin d'y chercher des para-commandos blessés. Selon des informations qui me paraissent assez plausibles, les noirs auraient été armés d'armes à feu, ce qui expliquerait, en fait, les blessés et il y aurait eu des pertes de part et d'autre.

Le calme semblait revenu vers la fin de la semaine, lorsque, dans la nuit du 10 au 11 février, un groupe d'une cinquantaine de noirs, armés de machettes et d'instruments contondants, ont à nou-



veau tenté de s'emparer d'une prison de Luanda. Dénoncés, ils furent rapidement mis hors combat par les forces de l'ordre, employant des chars légers. Une bonne partie fut faits prisonniers et le reste, liquidés. Le nombre des victimes n'est guère élevé et un seul blanc fut blessé.

Selon des informations que je crois exactes, le chiffre des morts du côté des noirs serait de 475, pour les premières échauffourées (Luanda et Malange) et il ne doit pas y avoir plus de 25 morts lors de la seconde à Luanda. Il va de soi que ces chiffres sont approximatifs et ne pourraient être que confirmés par un rapport officiel, qui ne sera jamais publié.

Au moment où j'écris ce rapport, la situation est calme et le gouvernement a la situation bien en mains. Des renforts de commandos sont arrivés de Lisbonne par les avions de la TAP réquisitionnés à cet effet et que j'ai vus, par deux fois, à l'aéroport. De nombreuses patrouilles de jeeps, montées par des soldats et de la PM en tenue de campagne, sillonnent les rues, longeant les quartiers indigènes et, la nuit, des chars légers partent du quartier général pour prévenir tout incident possible. Tout le monde, aussi bien blancs que noirs, souhaitent le retour complet au calme.

Si l'on essaie de se faire une opinion au sujet des troubles qui viennent de se produire, il y a lieu, je crois, de souligner immédiatement quelques points importants :

- 1) l'énervement dû à l'affaire du Santa Maria
- 2) la proximité des événements du Congo ex-belge et des nombreux réfugiés vus en Angola
- 3) la stagnation économique actuelle, dont on ne voit pas le dénouement
- 4) la volonté tenace du Portugais de rester en Angola, à tout prix, et sa révolte de voir l'opinion mondiale se mêler, par l'ONU, de ce territoire.

Reprenant point par point, je dirai que l'affaire du Santa Maria a stupéfié l'opinion publique et aurait pu peut-être l'amuser s'il n'y avait eu la mort d'un marin et surtout la crainte de voir cette unité couler. Lorsque Galvao a déclaré qu'il comptait se rendre en Angola, l'opinion publique était très montée contre lui ici. Lors du début des troubles, sa déclaration (vraie ou fausse) d'ordonnateur de troubles en Angola a encore affaibli sa position, car personne (surtout parmi l'opposition blanche) ne lui pardonne d'avoir agi avec les noirs contre les blancs afin d'atteindre son objectif. Je crois pouvoir ajouter, en plus, que la grande majorité des noirs de l'Angola est amorphe à l'idée d'indépendance et ne s'en soucie guère, probablement parce qu'elle n'est pas travaillée dans ce sens ou mal.

L'opinion angolane avait été fortement impressionnée par la débâcle du Congo ex-belge et par l'afflux de réfugiés. Les récits faits des horreurs commises par les troupes de l'ex-force publique de Lumumba avaient violemment frappé la population, qui n'a jamais pardonné aux Belges ce qu'on appelle ici de la lâcheté



devant le noir et c'est ainsi qu'il faut voir la réaction du peuple contre l'attaque des noirs (qu'ils soient meneurs ou non). La phrase type est ici "le noir doit se convaincre que ce n'est pas le Congo et que nous y resterons, avec ou sans eux". Elle est surtout prononcée par le fait que de nombreux meneurs congolais ont été arrêtés et que l'on a de fortes raisons de penser que l'organisation vient du Congo. Il est d'ailleurs fort possible que l'obstination apportée à libérer les détenus politiques signifie qu'il y aurait dans les prisons de Luanda des meneurs de valeur, qu'il faudrait récupérer à tout prix, aussi bien pour des opérations en Angola qu'ailleurs. Une chose est certaine cependant : le noir angolais est incapable d'organiser une action comme celle-ci et les ordres viennent de l'extérieur, sans aucun doute. Comme on a saisi de nombreux documents venant d'Accra il y a quelques semaines déjà, on peut fort bien croire que Léopoldville et Accra se donnent la main dans cette affaire. Il semblerait qu'un Polonais a été arrêté et la proximité de l'Assemblée des Nations Unies, en mars prochain, pourrait bien justifier aussi cette affaire, permettant aux nations afro-asiatiques ou autres de mentionner les massacres de Luanda et les émeutes en Angola.

Il est certain que la situation économique de l'Angola n'est guère brillante et, parmi les problèmes en suspens, figure celui du coton. On a trouvé parmi les émeutiers de nombreux éléments venus de la région d'Icolo et Bengo, située à une soixantaine de kilomètres de Luanda et dont le chef-lieu est Catete. Cette région est essentiellement cotonnière et la politique du coton est fortement critiquée. En effet, on oblige le noir à ne cultiver que du coton, qu'on lui achète ensuite à un prix fixé, qui ne lui donne pratiquement pas de quoi vivre. Bien manoeuvré, cet argument aurait servi pour les troubles de Malange (région essentiellement cotonnière également). Je donne cette version sans garantie, car je n'ai obtenu de confirmation de la chose. Elle a toutefois été soulevée par des gens dont je connais l'attachement au gouvernement actuel et elle me paraît avoir un certain fond, car il y a maintenant près de dix ans que j'entends les mêmes plaintes.

Enfin, il est certain que le Portugais ne veut pas quitter l'Angola et qu'il ne le quittera que "pour le cimetière" (dixit). Le problème portugais se rapproche beaucoup de ceux d'Algérie et d'Afrique du Sud, en ce qui concerne les générations nées en Angola, établies ici et pour qui l'Angola est la vraie patrie, puisque beaucoup ne connaissent même pas la métropole. Il ne m'appartient pas de juger si le problème est juste ou faux. Je peux simplement affirmer que le pauvre et le riche se sentent chez eux et qu'ils tiennent à garder ce sentiment d'être chez soi. Personne ne veut voir l'ONU s'occuper de ce territoire et on parle ouvertement de ne plus en faire partie si la chose doit se gâter. A ce sujet, je vous signale que nous avons eu en Angola de nombreux fonctionnaires de l'ONU, venus passer quelques jours de vacances à Luanda et que cette organisation envisageait de créer un centre de repos ici. Si la police n'a pas tout simplement donné une fin de non-recevoir à cette idée, l'accueil a été tel qu'elle a été immédiatement suspendue.

- 5 -

Ces quelques considérations me paraissent exemptes de tout parti pris et je n'ai cherché qu'à être objectif. J'espère y avoir réussi et je veux croire qu'elles pourront vous être utiles. Une fois encore, je me permets de vous demander de ne pas faire de publicité au sujet de ce rapport et vous en remercie d'ores et déjà.

Je vous prie, Monsieur l'Ambassadeur, de croire à l'assurance de ma haute considération.